

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 215

2 DECEMBRE 1988. — Décret portant création du Conseil supérieur du Tourisme (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Le Conseil supérieur du Tourisme*

Article 1er. Il est créé auprès de l'Exécutif de la Communauté française, un Conseil supérieur du Tourisme, ci-après dénommé Conseil supérieur.

Art. 2. L'Exécutif doit demander l'avis du Conseil supérieur sur tout projet de décret et d'arrêté organique dans le domaine du tourisme.

Le Conseil supérieur donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'Exécutif, des avis sur la politique touristique en général et sur toute proposition de décret relative à la matière du tourisme qui serait déposée au Conseil de la Communauté française.

Lorsqu'il est requis par l'Exécutif, le Conseil supérieur rend son avis endéans le mois. Ce délai écoulé, l'avis est censé avoir été rendu.

Le Conseil supérieur a en outre pour tâche la coordination des avis émanant des comités techniques tels que prévus à l'article 5, a.

Art. 3. § 1er. Le Conseil supérieur est composé de vingt-six personnes.

Il comprend :

1° le président et deux membres de chacun des six comités techniques, désignés conformément à l'article 6, alinéa 3;

2° huit personnes, non membres d'un comité technique, réputées pour leur compétence acquise dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées, dans le secteur du tourisme.

Chaque membre a un suppléant.

L'Exécutif choisit le président et le vice-président parmi les huit personnes visées à l'alinéa 2, 2°.

§ 2. Les présidents et vice-présidents, les membres du Conseil supérieur ainsi que leurs suppléants, sont nommés par l'Exécutif. Parmi les membres repris au § 1er, 2°, du présent article, l'Exécutif veillera à assurer la représentation de secteurs du tourisme qui ne disposent pas de comité technique, tels que les attractions touristiques et l'Office de Promotion du Tourisme de la Communauté française.

§ 3. Le Conseil supérieur peut créer, à la majorité des voix des membres qui le composent, en son sein ou en concertation avec un ou plusieurs comités techniques, des groupes de travail temporaires qui sont chargés d'étudier des sujets précis.

CHAPITRE II. — *Les comités techniques*

Art. 4. Il est créé six comités techniques composés comme suit :

1° Le Comité technique du tourisme social, composé de représentants des associations du tourisme social pour adultes et pour jeunes, subventionnables au titre d'associations du tourisme social;

2° Le Comité technique de l'hôtellerie, composé d'exploitants hôteliers autorisés et de représentants des associations professionnelles;

3° Le Comité technique des agences de voyages, composé d'exploitants d'agences de voyages autorisées, de tour-opérateurs, d'exploitants d'autocars et de représentants des associations professionnelles;

4° Le Comité technique de l'hôtellerie de plein air, composé d'exploitants de terrains de camping non gérés par des associations de tourisme social, de parcs résidentiels de week-end et de villages de vacances, de représentants d'associations professionnelles et d'associations de campeurs;

5° Le Comité technique du tourisme rural et à la ferme, composé d'exploitants de campings à la ferme, de gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme ruraux et de chambres d'hôtels rurales, et de représentants d'associations agréées de campings à la ferme, de tourisme rural et de tourisme à la ferme;

6° Le Comité technique des syndicats d'initiative, composé de deux représentants des fédérations provinciales du tourisme, trois représentants de groupements régionaux de syndicats d'initiative et sept représentants de syndicats d'initiative et offices de tourisme, reconnus par le Commissariat au Tourisme, et choisis afin de représenter les différentes régions géographiques de la Communauté.

Art. 5. Les comités techniques ont pour tâche :

a) De donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande expresse du président du Conseil supérieur ou du Commissaire au Tourisme, sur des questions spécifiques relatives à la politique touristique à mener dans le domaine qui relève strictement de leur compétence;

b) De donner des avis en matière d'agrément, d'autorisations ou de dérogations quelconques, à la demande du Commissaire au Tourisme;

c) De donner des avis en matière d'octroi de primes au secteur privé, à la demande du Commissaire au Tourisme.

Art. 6. Président et vice-président inclus, chaque comité technique est composé de douze membres. Chaque membre a un suppléant.

Les membres des comités techniques et leurs suppléants sont nommés par l'Exécutif sur la proposition des personnes morales, entreprises, organisateurs, associations ou instances qui peuvent y être représentées. Les personnes proposées doivent être réputées pour leur compétence acquise dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées, dans le secteur du tourisme concerné.

(1) Session 1988-1989

Documents du Conseil. — N° 35, n° 1. — Projet de décret. — N° 35, nos 2 à 8 et n° 10. — Amendements. — N° 35, n° 9. Rapport.

Compte rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 22 novembre 1988.

Lors de sa première réunion, chaque comité technique propose, en son sein, d'une part, une liste double de deux noms parmi lesquels le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions désigne le président et le vice-président et, d'autre part, une liste double de quatre noms parmi lesquels, le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions choisit deux candidats membres et deux candidats suppléants au Conseil supérieur qu'il présente à l'Exécutif.

Le renouvellement de membres s'effectue selon la même procédure.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes*

Art. 7. § 1er. Les membres du Conseil supérieur et des comités techniques, effectifs et suppléants, doivent être de nationalité belge et d'expression française.

§ 2. Le mandat des membres du Conseil supérieur et des comités techniques est de trois ans. Il est renouvelable.

L'Exécutif désigne un délégué qui assiste aux travaux et délibérations du Conseil supérieur et des comités techniques avec voix consultative.

Le commissaire au Tourisme ou son délégué peut participer avec voix consultative aux réunions du Conseil supérieur et des comités techniques.

Le mandat prend fin de plein droit lorsque le mandataire n'exerce plus la fonction en raison de laquelle le mandat a été attribué ou lorsqu'il perd la nationalité belge.

Après trois absences non justifiées, le membre est remplacé d'office par son suppléant.

§ 3. L'Exécutif arrête le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur et des comités techniques.

Pour pouvoir délibérer valablement, la moitié au moins des membres doit être présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil supérieur et les comités techniques se réunissent selon les nécessités et au minimum une fois par an, sur convocation de leur président. Lorsque les deux tiers au moins des membres compétents en font la demande, leur président convoque le Conseil supérieur ou le comité technique concerné dans les trente jours qui suivent.

Le secrétariat du Conseil supérieur et des comités techniques est assuré par un membre du personnel du Commissariat au Tourisme.

Les présidents du Conseil supérieur et des comités techniques sont autorisés à convoquer des non-membres en qualité d'experts aux réunions qu'ils président, ainsi qu'au sein des groupes de travail temporaires prévus à l'article 3, § 3, du présent décret.

L'Exécutif fixe les conditions de remboursement des frais de déplacement des membres du Conseil supérieur et des comités techniques.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 8. Dans l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat au Tourisme, les articles 2 à 18, modifiés par les arrêtés royaux du 24 mai 1971, du 21 octobre 1971, du 2 novembre 1972, du 25 juillet 1974 et du 9 mars 1977, sont abrogés.

Art. 9. § 1er. Dans l'article 4 de la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions prises pour l'application du § 1er sont soumises à l'avis du Comité technique de l'hôtellerie. »

§ 2. L'article 8 de la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyage est abrogé.

§ 3. Le chapitre V, comprenant l'article 8 de la loi du 30 avril 1970 sur les campings, est abrogé.

§ 4. Dans l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté royal du 17 juillet 1964 relatif au statut d'établissements hôteliers, les mots « de la Commission mixte d'appel de l'hôtellerie » sont remplacés par les mots « du Comité technique de l'hôtellerie ».

§ 5. Dans l'article 18, alinéa 3, et dans l'article 24, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 relatif au camping, les mots « du Comité consultatif du camping » sont remplacés par les mots « du Comité technique de l'hôtellerie de plein air ».

§ 6. A l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 12 juillet 1982 relatif aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôtes, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1er est abrogé;

2° Au § 2, les mots « soit du comité mixte du tourisme à la ferme » sont remplacés par les mots « soit du Comité technique du tourisme rural à la ferme ».

Art. 10. La date d'entrée en vigueur du présent décret sera fixée par l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FÉAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. CRAFE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 215

2 DECEMBER 1988

Decreet tot oprichting van de « Conseil supérieur du Tourisme », (Hoge Raad voor Toerisme) (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt .

HOOFDSTUK I. — *De Hoge Raad voor Toerisme*

Artikel 1. Er wordt bij de Franse Gemeenschapsexecutieve een Hoge Raad voor Toerisme, hierna Hoge Raad genoemd, opgericht.

Art. 2. De Executieve moet het advies van de Hoge Raad vragen over elk ontwerp van decreet en van organiek besluit inzake toerisme.

De Hoge Raad brengt, ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van de Executieve, adviezen uit over het toeristisch beleid in het algemeen en over elk voorstel van decreet inzake toerisme dat aan de Raad van de Franse Gemeenschap zou voorgelegd worden.

Wanneer hij door de Executieve daarom verzocht wordt, brengt de Hoge Raad zijn advies uit binnen één maand. Na verloop van deze termijn wordt het advies als uitgebracht beschouwd.

De Hoge Raad heeft daarenboven als taak de adviezen die uitgaan van de technische comités, te coördineren, zoals bepaald bij artikel 5, a.

Art. 3. § 1. De Hoge Raad is samengesteld uit zesentwintig personen.

In de Raad zetelen :

1° de voorzitter en twee leden uit elk van de zes technische comités, aangewezen overeenkomstig artikel 6, lid 3;

2° acht personen die niet leden zijn van een technisch comité, wier bevoegdheid erkend is en verworven werd door het uitoefenen, vroeger of nu, van regelmatige activiteiten in de sector toerisme.

Voor ieder lid is een plaatsvervanger voorzien.

De Executieve kiest de voorzitter en de ondervoorzitter onder de acht personen bedoeld in lid 2, 2°.

§ 2. De voorzitters en de ondervoorzitters, de leden van de Hoge Raad evenals hun plaatsvervangers worden door de Executieve benoemd. De Executieve zorgt ervoor dat de afdelingen van het toerisme, die niet over een technisch comité beschikken, zoals de toeristische attracties en de « Office de Promotion du Tourisme de la Communauté française » (Dienst voor Bevordering van het Toerisme van de Franse Gemeenschap) vertegenwoordigd zijn door leden genomen onder degene vermeld in § 1, 2°, van dit artikel.

§ 3. De Hoge Raad kan bij meerderheid van stemmen van de leden waaruit de Raad samengesteld is, in zijn midden of in overleg met een of verschillende technische comités, tijdelijke werkgroepen oprichten, belast met de studie van bepaalde onderwerpen.

HOOFDSTUK II. — *De technische comités*

Art. 4. Er worden zes technische comités opgericht, die als volgt zijn samengesteld :

1° Het Technisch Comité van het sociaal toerisme, samengesteld uit vertegenwoordigers van de verenigingen voor sociaal volwassenen- en jeugdtoerisme die toelagen kunnen genieten in de hoedanigheid van verenigingen voor sociaal toerisme;

2° Het Technisch Comité van het hotelwezen, samengesteld uit hoteluitbaters, die een vergunning hebben en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen;

3° Het Technisch Comité van de reisbureaus, samengesteld uit uitbaters van reisbureaus die een vergunning hebben, uit touroperators, uit autocaruitbaters en uit vertegenwoordigers van beroepsverenigingen;

4° Het Technisch Comité van het openlucht- hotelwezen, samengesteld uit uitbaters van kampeerterreinen, die niet beheerd worden door verenigingen voor sociaal toerisme, van weekend-verblijfparken en vakantie dorpen, uit vertegenwoordigers van beroepsverenigingen en verenigingen van kampeeders;

5° Het Technisch Comité van het landelijk toerisme en van het toerisme op de boerderij, samengesteld uit uitbaters van het kamperen op de boerderij, van landelijke verblijven, van verblijven op de boerderij, van landelijke gemeubileerde vakantie woningen en landelijke gastenkamers en uit vertegenwoordigers van erkende verenigingen voor het kamperen op de boerderij, van het landelijk toerisme en van het toerisme op de boerderij.

6° Het Technisch Comité van de verenigingen tot bevordering van het vreemdelijkenverkeer, samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de provinciale verbonden voor toerisme, uit drie vertegenwoordigers van gewestelijke groeperingen van verenigingen tot bevordering van het vreemdelijkenverkeer en uit zeven vertegenwoordigers van verenigingen tot bevordering van het vreemdelingenverkeer en V.V.V.-kantoren, erkend door het « Commissariat au Tourisme » (Commissariaat voor Toerisme) en gekozen om de verschillende geografische gebieden van de Gemeenschap te vertegenwoordigen.

Art. 5. De technische comités hebben tot taak :

a) ofwel op eigen initiatief, ofwel op het uitdrukkelijk verzoek van de voorzitter van de Hoge Raad of van de Commissaris voor Toerisme adviezen uit te brengen over specifieke vragen, betreffende het te voeren toeristisch beleid op het gebied dat strikt tot hun bevoegdheid behoort;

b) adviezen uit te brengen inzake erkenningen, vergunningen of allerlei afwijkingen, op verzoek van de Commissaris voor Toerisme;

c) adviezen uit te brengen inzake toekenning van premies aan de private sector, op verzoek van de Commissaris voor Toerisme.

(1) Zitting 1988-1989.

Documenten van de Raad. Nr. 35, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 35, nrs 2 tot 8 en nr. 10. Amendementen. Nr. 35, nr. 9. Verslag.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Zitting van 22 november 1988.

Art. 6. Voorzitter en ondervoorzitter inbegrepen, bestaat elk technisch comité uit twaalf leden. Voor ieder lid is een plaatsvervanger voorzien.

De leden van de technische comités en hun plaatsvervangers worden benoemd door de Executieve op voordracht van de rechtspersonen, ondernemingen, organisatoren, verenigingen of instanties die in die comités kunnen vertegenwoordigd worden. De voorgedragen personen moeten bekend zijn voor hun bevoegdheid, verworven door het uitoefenen, vroeger of nu, van regelmatige activiteiten in de betrokken sector van het toerisme.

Tijdens zijn eerste vergadering, legt elk technisch comité enerzijds een dubbele lijst van twee namen voor, onder wie de Minister, tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, de voorzitter en de ondervoorzitter aanwijst en anderzijds een dubbele lijst van vier namen, onder wie de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, twee kandidaat-leden en twee kandidaat-plaatsvervangers kiest voor de Hoge Raad en die hij aan de Executieve voorstelt.

De vervanging van leden wordt volgens dezelfde procedure uitgevoerd.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 7. § 1. De leden van de Hoge Raad en van de technische comités, de effectieve leden en de plaatsvervangers moeten van Belgische nationaliteit en franstalig zijn.

§ 2. Het mandaat van de leden van de Hoge Raad en van de technische comités duurt drie jaar. Het is hernieuwbaar.

De Executieve wijst een afgevaardigde aan die de werkzaamheden en de beraadslagingen van de Hoge Raad en van de technische comités met raadgevende stem bijwoont.

De Commissaris voor Toerisme of zijn afgevaardigde kan met raadgevende stem aan de vergaderingen van de Hoge Raad en van de technische comités deelnemen.

Aan het mandaat wordt van rechtswege een einde gemaakt wanneer de houder van het mandaat het ambt niet meer uitoefent waarvoor het mandaat werd toegewezen of wanneer hij de Belgische nationaliteit verliest.

Na drie niet verantwoorde afwezigheden wordt het lid van ambtswege door de plaatsvervanger vervangen.

§ 3. De Executieve stelt het huishoudelijk reglement van de Hoge Raad en van de technische comités vast.

Om rechtsgeldig te kunnen beraadslagen moet ten minste de helft van de leden aanwezig zijn. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De Hoge Raad en de technische comités vergaderen naargelang van de noodzakelijkheid en ten minste eenmaal per jaar op bijeenroeping door de voorzitter. Wanneer ten minste de twee derden van de bevoegde leden hierom verzoeken roept hun voorzitter de Hoge Raad of het betrokken technisch comité bijeen binnen de dertig hierop volgende dagen.

Het secretariaat van de Hoge Raad en van de technische comités wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat voor Toerisme.

De voorzitters van de Hoge Raad en van de technische comités zijn ertoe gemachtigd niet-leden in de hoedanigheid van deskundigen uit te nodigen tot de vergaderingen, die zij voorzitten, alsook in de tijdelijke werkgroepen, bepaald bij artikel 3, § 3 van dit decreet.

De Executieve bepaalt de voorwaarden voor de terugbetaling van de reiskosten van de leden van de Hoge Raad en van de technische comités.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 8. In het koninklijk besluit van 12 september 1963 tot reorganisatie van het Commissariaat-generaal voor Toerisme worden de artikelen 2 tot 18, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 mei 1971, 21 oktober 1971 2 november 1972, 25 juli 1974 en 9 maart 1977 opgeheven.

Art. 9. § 1. § 2 van artikel 4 van de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen wordt vervangen door volgende bepaling :

« De bepalingen vastgesteld voor de toepassing van § 1 worden voor advies voorgelegd aan het Technisch Comité van het hotelwezen. »

§ 2. Artikel 8 van de wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus wordt opgeheven.

§ 3. Hoofdstuk V, waarin artikel 8 van de wet van 30 april 1970 op het kamperen is begrepen, wordt opgeheven.

§ 4. In artikel 16, lid 3, van het koninklijk besluit van 17 juli 1964 betreffende het statuut van hotelinrichtingen, worden de woorden « van de Gemengde Commissie voor het hotelwezen » vervangen door de woorden « van het Technisch Comité voor het hotelwezen ».

§ 5. In artikel 18, lid 3, en in artikel 24, lid 2, van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 betreffende het kamperen, worden de woorden « van het Comité van Advies voor het kampeerwezen » vervangen door de woorden « van het Technisch Comité voor het openlucht-hotelwezen ».

§ 6. Aan artikel 6 van het besluit van de Executieve van 12 juli 1982 betreffende de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° in § 2 worden de woorden « hetzij het gemengd comité voor toerisme op de boerderij » vervangen door de woorden « hetzij het Technisch Comité voor landelijk toerisme op de boerderij ».

Art. 10. De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Executieve vastgesteld.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport,
van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

Ch. PICQUE